

*Les crédits*

[Français]

Dans le cas du yogourt et de la crème glacée, le gouvernement dit que cela n'a rien à voir avec l'Accord de libre-échange, que c'est une décision du GATT. Ce n'est pas vrai, monsieur le Président, la question du yogourt et de la crème glacée a tout à voir avec l'Accord de libre-échange! On n'en parlerait pas aujourd'hui s'il n'y avait pas d'accord de libre-échange. Que s'est-il donc passé? Avant de signer l'Accord, nous avions une protection tarifaire pour les produits laitiers. Les États-Unis aussi avaient une protection semblable. Les Américains jouissaient d'une dispense du GATT depuis le milieu des années 1950 qui leur permettait d'interdire l'importation de produits laitiers en provenance du Canada. Nous étions donc dans l'impossibilité de leur expédier nos produits laitiers depuis le milieu des années 1950.

Comment les membres du *brain trust* d'en face, du *brain trust* conservateur, sont-ils parvenus à signer un accord de libre-échange qui éliminera éventuellement tous les tarifs sur les produits laitiers tout en protégeant l'industrie laitière en même temps? C'est bien simple, ils ont retiré les produits laitiers de la liste des tarifs à protéger et ils les ont transférés à la liste des produits soumis au contrôle des importations qui sont supposément protégées par le GATT.

Maintenant, les Américains ont reçu une décision du GATT qui nous empêche de le faire. Alors, la décision des Canadiens de transférer la liste de protection des tarifs à la liste de contrôle des importations a maintenant été annulée par le GATT, et nous sommes sans protection. Quelle stupidité monumentale du gouvernement canadien!

[Traduction]

Nous avons vu cela se produire l'année dernière. J'ai interrogé l'ancien ministre de l'Agriculture, John Wise, qui s'est distingué à la Chambre. Je l'ai interrogé sur l'industrie laitière, et je suis persuadé que la vraie raison pour laquelle il n'a pas sollicité un nouveau mandat de député, c'est qu'il savait très exactement ce qui l'attendait.

Quoi qu'il en soit, je le vois encore, comme vous, me dire à sa manière affable: «Que le très honorable représentant se détende, car nous allons remplir fidèlement les engagements que nous avons pris envers les producteurs laitiers du Canada.»

Je me sens bien détendu ce matin, mais pas les producteurs laitiers. Ils ont été trahis par une bande d'amateurs et d'incompétents. Mon collègue de Lambton—Middlesex parlera plus en détail du fait que les États-Unis, qui n'arrivent même pas à fournir leur propre marché, tentent maintenant de pénétrer le nôtre.

Le vice-premier ministre du Canada et ministre de l'Agriculture à temps partiel se plaint amèrement à la ronde des actes des Américains concernant le porc et les produits laitiers. Voici ce qu'il a dit, pas plus tard que la semaine dernière, dans un discours devant le Conseil des grains du Canada à Toronto et, semble-t-il, à Calgary:

Cela dépasse l'entendement que les États-Unis se plaignent de nos quotas tandis que leur marché reste fermé aux fournisseurs canadiens.

Où était-il? Que fume-t-il, comme on dit? Il n'est pas le seul à penser ainsi. Je ne peux que lui dire que cela dépasse l'entendement que le gouvernement ait été assez stupide et crédule pour signer un accord commercial qui est à l'origine de ce beau gâchis.

Le premier ministre a déclaré ce qui suit le 16 mars 1987:

Ce que nous voulons par-dessus tout, c'est conclure un accord écartant la menace que font peser sur les entreprises canadiennes les protectionnistes américains qui essaient sans relâche de restreindre nos exportations en abusant des lois qui les protègent.

Ce fut sa réponse à la Chambre des communes à l'un de mes arguments. Puis, il a signé l'accord. Il a signé un accord qui, selon lui, devait mettre fin aux menaces. Nous avons prévenu les Canadiens qu'il n'en serait rien.

La pire chose que l'on puisse dire dans la vie, à sa famille, à un voisin ou à un associé, c'est: «Je te l'avais dit.» La remarque n'est jamais bien accueillie. Cela ne se dit même pas sur un terrain de football. Je dis quand même que nous l'avons dit, et il arrive aux agriculteurs canadiens exactement ce que nous avions prévu!

• (1150)

Permettez-moi de revenir sur les propos du vice-premier ministre. La semaine dernière, en parlant du tout dernier projet de l'industrie américaine d'imposer des droits compensateurs sur nos exportations de blé dur parce que les États-Unis trouvent maintenant qu'elles font chuter les prix sur leurs marchés, il a dit:

Si les Américains sont sérieux lorsqu'ils parlent de l'application du libre-échange à l'agriculture, j'espère qu'ils vont commencer par cesser de s'en prendre à nos exportations de blé dur.

Quelle conversion tardive! Il n'apprend pas bien vite! Le vice-premier ministre peut hausser les épaules et se montrer offusqué tant qu'il veut. Le problème, c'est que les agriculteurs canadiens ne croient tout simplement plus le gouvernement.